



# MÉMOIRE

À LA

COMMISSION PARLEMENTAIRE SPÉCIALE  
CHARGÉE DE L'ÉTUDE DU PROJET DE LOI 90  
« LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE »

SOU MIS PAR  
L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES  
ENTREPRISES PRIVÉES DE  
FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

mai 1995

## Introduction

L'Association québécoise des entreprises privées de formation de la main-d'oeuvre (AQEPFM) vous remercie de l'occasion qui lui est fournie d'échanger avec cette Commission ainsi qu'avec les législateurs sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

Notre association et ses membres <sup>ont</sup> avont des intérêts touchés par le projet de loi à l'étude. Nous entendons les faire valoir le plus simplement et le plus directement possible. Par delà nos intérêts qui seront clairement identifiés, nous avons cependant étudié le contenu du projet de loi en nous posant une question très simple: **est-il susceptible d'atteindre l'objectif qui lui est fixé?**

## L'association

Formée en 1993, l'Association québécoise des entreprises privées de formation de la main-d'oeuvre regroupe des entreprises québécoises du secteur privé dont au moins soixante pour cent des activités sont concentrées dans les services de formation aux entreprises et aux organismes.

Elle regroupe actuellement une vingtaine de membres qui comptent sur un effectif de plus de 600 formateurs et gestionnaires et qui forment près de 200 000 personnes par année. Ces chiffres représentent environ la moitié de l'industrie québécoise privée de la formation.

Notre mission est de favoriser l'émergence d'une industrie québécoise privée de la formation de la main-d'oeuvre de classe mondiale.

Au service de cette mission, nos objectifs sont de promouvoir nos intérêts communs auprès des pouvoirs publics; de favoriser les contacts entre nos membres et avec les employeurs et les associations de gens d'affaires; de nous donner des services communs pour favoriser le développement de notre industrie et de développer une charte de déontologie pour assurer une qualité de services aux clients.

Signalons ici que notre perspective est d'abord centrée sur l'entreprise cliente qui souhaite accroître ou maintenir sa compétitivité ou intégrer de nouvelles technologies et qui, pour ce faire, constate des besoins de formation s'adressant à différents niveaux de son effectif, qu'il s'agisse des cadres supérieurs, du personnel de supervision, des techniciens ou du personnel d'exécution.

Signalons qu'une récente étude réalisée pour la Fédération canadienne des entreprises indépendantes démontre un très fort taux de satisfaction à l'endroit des institutions privées de formation professionnelle.

Notre concurrence provient surtout des États-Unis où se sont développées de très grandes entreprises de formation souvent identifiées aux nouvelles technologies. Présentement, au Québec, les gros contrats de formation sont en majorité octroyés à des firmes américaines.

## Notre intérêt

Notre principal intérêt, si le projet de loi 90 devait être adopté dans une forme quelque peu semblable à sa facture actuelle, est de nous assurer que nos membres et les services de formation qu'ils offrent soient intégrés comme partie reconnue de la Loi et plus particulièrement de son article 7.

Dans un deuxième temps, nous voulons que cessent les pratiques discriminatoires et répétées de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre de détourner vers d'autres organismes formateurs, généralement du secteur public, des entreprises qui ont sollicité les services de nos membres et pour lesquelles des programmes de formation ont été élaborés et qui, lorsqu'elles soumettent ces programmes à la Société se font informer que le même programme serait difficilement admissible aux divers incitatifs financiers et fiscaux s'il est donné par l'entreprise qui l'a préparé mais qu'il le sera pleinement s'il est donné par tel cégep ou commission scolaire. Il s'agit non seulement de coercition et de chantage mais aussi d'encouragement à la concurrence déloyale et au plagiat de nos efforts.

Les organismes de formation du secteur public jouissent déjà d'avantages concurrentiels considérables. Par exemple, le prix chargé pour leurs programmes ne reflète pas leur coût réel en ce qu'il ne tient pas compte des frais fixes de l'organisme. Nos membres doivent compenser cette situation par la qualité et l'efficacité tant de leurs programmes que de leurs prestations.

Ces pratiques existent et un grand nombre de nos membres en ont été victimes. Elles ne sont permises ni par la Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre ni par les règlements qui en découlent. Après nous en être plaints à plusieurs reprises sans effet, nous avons soumis une demande d'être représentés officiellement au Conseil d'administration de la Société afin de confirmer notre intégration au système de formation actuel et en devenir et de mettre un terme à ces pratiques qui nous nuisent certes, mais qui en définitive nuisent encore plus à l'avenir de la formation en limitant les efforts d'innovation et en minant la crédibilité des organismes formateurs. Il faut mettre l'effort à développer une industrie de formation forte au Québec afin de concurrencer les Américains et non de créer une concurrence entre le privé et le public qui résultera en un affaiblissement de l'industrie au profit des étrangers.

## Divergences de vision et d'approche

Le projet de loi à l'étude traduit à la fois une vision et une approche qui diffèrent fondamentalement des nôtres. Plus tôt, nous vous indiquions que notre perspective est d'abord centrée sur les besoins de l'entreprise. C'est d'abord elle qui est soumise à la concurrence, aux évolutions constantes, aux pressions de satisfaire un marché exigeant et aux délis de croître et d'occuper une part de plus en plus importante du marché ou de végéter et de disparaître. C'est d'abord elle qui doit être performante et s'organiser en conséquence.

C'est du moins, nous le croyions, sur ce paramètre essentiel et prioritaire que s'est fondé ce grand consensus québécois sur la nécessité de contrôler au Québec la formation professionnelle. C'est d'abord pour permettre à nos

entreprises de devenir et de continuer à être performantes, de grandir, de conquérir des marchés et de s'y maintenir. Ce faisant, de créer ici des emplois intéressants, stimulants et rémunérateurs.

Or, le projet de loi implique bien les entreprises dans l'acquittement de la note mais l'évacue totalement comme client qui manifeste des besoins spécifiques auxquels on doit répondre. Le projet de loi a pour objet, comme le dit explicitement son article 1, d'améliorer « la qualification de la main-d'oeuvre et ainsi favoriser l'emploi de même que l'adaptation, le réemploi et la mobilité des travailleurs. »

Loin de nous l'idée de ne pas être d'accord à améliorer la qualification de la main-d'oeuvre mais ne faudrait-il pas se demander que font actuellement tous les intervenants de nos réseaux scolaires et collégiaux dans la formation professionnelle. Pourquoi a-t-on besoin d'ajouter toute cette structure et mécanismes pour la qualification de la main-d'oeuvre?

Quant à l'approche, le projet de loi et les esquisses de projets de règlements que nous avons pu consulter traduisent une vision « d'enseignement » plutôt que « d'apprentissage<sup>1</sup> », expressions que nous avons choisies pour illustrer l'univers qui sépare les notions de « teaching » par opposition à « learning ».

Or, aujourd'hui, la formation professionnelle est d'origine multi-sources: intra-entreprise par des mécanismes formels et informels, interentreprises en y ajoutant colloques et conférences, par des firmes privées, par des institutions et même par les moyens électroniques que sont la vidéo, le multimédia et même l'Internet. Le projet de loi devrait reconnaître ces réalités au lieu de s'en tenir à son approche actuelle. Cela ne peut se faire par règlement, même la formation en entreprise « sur le tas », car on en viendra rapidement à conclure que la loi ne le permet pas.

Autre carence majeure du projet de loi: en ciblant le travailleur dans son objet plutôt que l'entreprise, il laisse délibérément de côté toute la formation de ses cadres et dirigeants. C'est pourtant ceux sur qui la société compte pour offrir vision, leadership, compétence et mise à jour des compétences pour assurer l'avenir des entreprises et créer les emplois recherchés. Demandez-vous simplement si le projet de loi permet de financer un congé sabbatique pour qu'un dirigeant d'entreprise puisse mettre à jour ses connaissances sur telle ou telle technique susceptible de créer de nouveaux débouchés pour son entreprise?

Si on y regarde bien, on constate que le projet de loi adapte la formation professionnelle à la structure de l'offre institutionnelle plutôt que de l'adapter aux besoins réels des entreprises. Car, il faut bien le reconnaître, d'ici trois à cinq ans, alors que des sommes considérables auront été levées par la taxe

<sup>1</sup> Par exemple, l'esquisse de projet de règlement dont nous avons pris connaissance prévoit exclure les colloques et conférences. Il s'agit pourtant des principaux moyens d'acquisition des connaissances et de formation professionnelle dans les milieux scientifiques et professionnels et chez les cadres d'entreprises. L'économie du projet de loi entretient la seule vision du cours sanctionné par l'examen donnant droit au certificat comme seule formation professionnelle valable et admissible.

parafiscale<sup>2</sup> prévue au projet de loi, il y aura dans le même gouvernement un ministre de l'Emploi, une Société, un Fonds national chargés de la formation professionnelle et un ministre de l'Éducation de qui relèvent deux réseaux de formation professionnelle sans que les deux ministres n'aient réussi à arrimer ni leurs visions, ni leurs objectifs et, encore moins, leurs institutions.

Le projet de loi exige que l'entreprise paie deux fois, par ses taxes et impôts et par la taxe prévue sur sa masse salariale, pour la formation professionnelle gérée par l'État.

Nous nous attendions à mieux.

## **Le projet de loi est-il susceptible d'atteindre ses objectifs?**

Le projet de loi vise à favoriser l'emploi de même que l'adaptation, le réemploi et la mobilité des travailleurs en augmentant la qualification de la main-d'œuvre (art. 1). Pour ce faire, les employeurs sont tenus de consacrer à des dépenses de formation professionnelle admissibles un montant représentant 1% de leur masse salariale (art. 3).

Les dépenses de formation professionnelles admissibles sont établies selon les règlements de la Société (art. 5). Les dépenses au bénéfice du personnel peuvent notamment concerner: la formation dispensée dans le cadre d'un plan de formation établi à l'égard d'une entreprise, [...] dans les conditions prévues par règlement de la Société, après consultation d'un comité créé au sein de l'entreprise<sup>3</sup> [...] dont la composition obéit aux règles déterminées par règlement de la Société (art. 6, 3°).

Nous nous interrogeons à savoir où l'arrimage peut se faire entre l'entreprise et ses besoins de formation. À la seule exception, non négligeable, de l'adaptation de sa main-d'œuvre, prise ici dans un autre contexte que les programmes d'adaptation conséquents à une fermeture d'entreprise, les autres objectifs du projet de loi ne concernent d'aucune façon l'entreprise ou l'employeur. La qualification professionnelle du travailleur est une condition d'emploi préalable à l'embauche; la mobilité et le réemploi des travailleurs sont des conditions qui n'interviennent qu'avant la formation d'un lien avec l'employeur ou après sa cessation.

Comment donc justifier pour l'entreprise des dépenses au bénéfice du personnel alors que le personnel ne soit pas encore ou n'est plus à son emploi?

<sup>2</sup> Les Français qualifient de taxe parafiscale une taxe imposée pour pallier à l'absence de mesures correctives comme, par exemple, dans le secteur de l'environnement. Elle est de nature punitive et libératoire de l'action qui aurait dû être entreprise.

<sup>3</sup> Le projet de loi fait peu de cas de la formation des dirigeants et cadres d'entreprises. Ils font bien partie du personnel mais non des travailleurs ou de la main-d'œuvre. Comment perçoit-on un programme de séminaires, de colloques et de conférences pour le perfectionnement des cadres soumis l'approbation d'un comité créé au sein de l'entreprise dont la composition obéit aux règles déterminées par règlement de la Société?

En quoi le projet de loi apportera-t-il une solution concrète à la situation, combien de fois décriée, de limites imposées à l'entreprise dans son développement faute de pouvoir compter sur et recruter une main-d'oeuvre qualifiée? En quoi le projet de loi apporte-t-il une solution aux milliers de postes non comblés faute de personnel qualifié?

Ici interviennent deux discours contradictoires. D'une part, on dit souhaiter que les entreprises mises à contribution dépensent effectivement l'équivalent et même plus à la formation de leur personnel, ce qui sera nécessairement limité à l'adaptation et ne laissera rien au Fonds à distribuer. C'est la théorie de la neutralité de la taxe prélevée. D'autre part, tout le chapitre III du projet de loi vise la distribution de la « manne » du Fonds par la Société selon un plan annuel d'affectation des ressources. Les discours sont mutuellement exclusifs.

En définitive, il faut conclure que le projet de loi répond plus à des impératifs gouvernementaux (par opposition à ceux de l'État) et à ses besoins qu'à ceux de la main-d'oeuvre ou des entreprises. D'autre part, dans sa facture et ses orientations, le projet de loi est calqué sur les lourdes interventions législatives des années 1970 (structures, pouvoirs réglementaires, bureaucratisation) pour régler des problèmes des années 1990 qui commandent légèreté de la structure, souplesse dans les moyens, innovation dans l'exécution et excellence dans la conception et la prestation.

Le projet de loi fait de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre le véritable client des nouveaux fonds destinés à la formation professionnelle. Il vient ici liquider un vieux contentieux des années 1970 opposant alors les ministères du Travail et de l'Éducation sur la responsabilité gouvernementale de la formation professionnelle en la partageant sans pour autant trancher sur lequel doit avoir priorité. Le véritable client de la démarche n'est ni le travailleur et encore moins l'entreprise.

Les articles 19, 20 et 22 du projet de loi illustrent bien qui est le véritable client. Nous faisons nôtres les commentaires exprimés à leur sujet par le Conseil du Patronat dans son mémoire devant cette commission.

Dans ce contexte, le projet de loi est peu susceptible d'atteindre les objectifs qu'il énonce et encore moins de satisfaire les besoins identifiés de la société québécoise.

## La coercition

Le projet de loi impose à toutes les entreprises selon un échéancier variable une taxe sur la masse salariale destinée au développement de la formation professionnelle. En même temps, elle leur impose de consacrer à des dépenses admissibles de formation professionnelle un montant équivalent pour récupérer le produit de la taxe. Il y a là deux actes de coercition qui nous révoltent.

Elle nous choque d'autant plus que la coercition ne vise jamais à répondre aux besoins de ceux qui en sont l'objet, par définition. Elle vise à répondre aux desiderata de celui ou ceux qui l'appliquent.

Alors que le Québec consacre 8,8%<sup>4</sup> de son PIB à l'éducation soit plus que la majorité des pays industriels, nous ne pouvons nous résoudre à admettre que nous n'en avons pas pour notre argent, et de loin, lorsqu'on nous compare à tous les autres pays au monde. Nous gaspillons allègrement des ressources que nous n'avons plus. Nous devrions avoir le courage de faire un vrai ménage afin d'obtenir satisfaction, mais nous préférons y ajouter d'autres ressources financières quitte à mettre en péril la fragile compétitivité de nos entreprises selon le même modèle qui a fait la preuve de son incompétence et de sa non pertinence aux réalités d'aujourd'hui.

Nous nous targuons au Québec d'appartenir à une société démocratique où les valeurs sociales de justice associées à la social-démocratie ont cours. Pourtant nous nous livrons collectivement à la discrimination de la pire espèce en laissant croire à des jeunes et des moins jeunes qu'ils se débrouillent bien dans un système d'enseignement de qualité inférieure voulu pour éviter de les stigmatiser. On se surprend par la suite de constater un taux de décrochage scolaire variant de 30 à 40 %, et un taux d'analphabétisme fonctionnel particulièrement élevé.

Depuis maintenant quelques années nous parlons collectivement d'imputation et de responsabilités, les pendants au discours des droits qui l'a précédé. Comment cependant mettre l'accent sur l'effort et la responsabilité pour montrer aux jeunes à surmonter les difficultés plutôt que de tenter de les éviter alors que l'exemple du contraire nous vient de ceux qui nous gouvernent.

## Conclusions

Le projet de loi 90 « Loi favorisant le développement de la formation professionnelle » ne vise pas à répondre aux réels besoins de formation professionnelle que connaissent la société québécoise et ses entreprises dans le contexte actuel et prévisible. Il ne contribue en rien à l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation professionnelle dans les réseaux publics responsables au premier titre de la qualification professionnelle. Le projet de loi ne fait qu'ajouter de nouvelles structures, une autre bureaucratie et une liasse de règlements et prévoir leur financement par une taxe coercitive. Elle est une nuisance au développement des entreprises.

Le projet de loi 90 n'est pas le moyen d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.

Pour ces motifs, l'Association québécoise des entreprises privées de formation de la main-d'oeuvre ne peut appuyer le projet de loi 90.

Enfin, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre doit mettre un terme définitif aux pratiques discriminatoires qu'elle exerce à l'encontre de nos membres et plutôt encourager l'éclosion au Québec d'un secteur privé de la formation de classe et d'envergure mondiale.

---

<sup>4</sup> Indicateurs de l'éducation, édition 1994, ministère de l'Éducation, p. 15. Comparativement, le Canada et les États-Unis y consacrent respectivement 8,1% et 7,5%.